



MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

EDITO

Défendre la démocratie ! Mais quelle démocratie ?

Le premier problème auquel nous sommes confrontés est cette réalité qui voit la démocratie à travers ses droits et ses libertés, non pas dénoncée et combattue frontalement (comme dans les années 1930), mais minée pas à pas par diverses contestations de natures apparemment différentes (ce qui ne facilite pas la compréhension, et moins encore la riposte). N'est-elle pas systématiquement rognée, diminuée et minée sous la pression du capital et de la mise en place d'États autoritaires dans différentes régions du monde ? Dans de nombreux États, la généralisation des violences policières en général et dans les quartiers populaires en particulier, en lien avec les discriminations raciales, en est le symbole. Cela venant en France ajouter au malaise provoqué par une dérive autoritaire (minoration du Parlement, utilisation du 49.3, état d'urgence, ordonnances, **loi sur la sécurité globale**) auquel répond une abstention grandissante des citoyens.

La démocratie ne serait-elle qu'une invention occidentale, qui relèverait d'une lubie tout sauf innocente lorsqu'on prétend l'imposer comme un « universel » ? Le régime - dit communiste ! - chinois excelle en ce domaine. D'où la portée historique du combat des Hongkongais ! Si cependant, loin de toute tentation différencialiste, la démocratie est définie comme le seul régime qui permet de se prémunir contre la « tyrannie » ou pour le moins du pouvoir personnel, par le biais d'une élection concurrentielle, on peut néanmoins se demander s'il ne



L'Alternative Rouge & Verte



Bulletin de Ensemble ! Bourgogne Franche-Comté

Mouvement pour une Alternative de Gauche Ecologiste et Solidaire

N° 83 - octobre à décembre 2020 - 3,00 €

Sommaire

Edito	... 1-2
Mobilisation Dijon	...2
Démocratie communale	..3
Alfred	...3
1000 vaches4
Mobilités	...4
Appel antiraciste	...5
Les Vaîtes	...6-8
Les révoltes du ciel	...9
100 ans PC	...10-11
Lettre à mes amis	...12

s'agit pas là d'une nécessité « universelle », ou plus exactement « pluriverselle », mais d'un élément très éloigné d'une « démocratie réelle » et donc largement insuffisant du point de vue de l'autogestion et de l'émancipation humaine.

L'exemple chinois souligne une autre contestation possible selon une variante « campiste » : la Chine étant l'adversaire, ou au moins le rival des États-Unis, on se range objectivement à son côté. La répression féroce et massive à l'égard des Ouighours ? Silence radio ! De même pour le Tibet avec ici le prétexte de la théocratie. Et pour ce qu'on en sait, il ne semble pas que cette politique répressive suscite des réactions au sein de la société chinoise (à l'exception de Hong Kong). L'histoire montre que lorsque le droit le cède à la force, la démocratie est en grave danger...

La démocratie est disputée dans le domaine dit « politique » : un respect de certaines de ses règles ne condamne-t-il pas à l'impuissance ? Il suffit de tendre l'oreille ou de jeter un œil sur les comptes tweeter de nos « hommes forts » pour entendre une musique qui dit quoi en penser. Elle peut aussi se vendre à la coupe. En Europe on voit se répandre cette idéologie visqueuse dite de « l'illibéralisme » (variante spécifique dans ses expressions d'un mouvement plus général à l'échelle mondiale) qui combine la référence à la démocratie (le leader est « démocrate » puisqu'il parle au nom du peuple, et que celui-ci l'a élu) et le démembrlement des règles et institutions assurant les libertés publiques (voir supra). Des « démocraties » a-t-on pu dire ? On voit

.../...

SITE DE DÉPÔT
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE
Déposé le 8 janvier 2021
Date limite de distribution
15 janvier 2021
Les Alternatifs de FC
6 chemin d'Avanne à Velotte
25 000 Besançon



.../... ainsi les extrêmes droites européennes avancer masquées, non plus ennemis acharnées de la démocratie mais militantes d'une « vraie démocratie, elle populaire »...

D'un autre côté pourtant, et partout dans le monde, se fraie la voie d'une « *démocratie réelle* », qui a pris l'allure d'une combinaison entre le maintien de formes de représentation issues de la démocratie représentative et leur combinaison avec des éléments de démocratie directe ou autogestionnaire. Pour quali-

fier cette articulation démocratie représentative-démocratie directe, plutôt que les termes de « *démocratie participative* » utilisés dans la première décennie du siècle et passablement galvaudés depuis, on retiendra de préférence les termes de « *démocratie active* ». Ces termes ont un autre avantage : ils mettent l'accent sur l'activité directe, plus forte du point de vue de l'autogestion et de l'émancipation humaine, que la simple participation.

Comme on le voit, rien de commun entre les deux expressions de cette remise en cause radicale

de la démocratie : moins de démocratie d'un côté... et beaucoup plus de l'autre ! Faut-il enfin préciser que le choix de la seconde option implique bien sûr de défendre aussi bec et ongles les conquêtes démocratiques populaires obtenues dans le cadre d'une démocratie bourgeoise, formelle, représentative et délégataire ? Ceci étant posé, la défense la plus efficace de la démocratie ne réside-t-elle pas justement dans son dépassement et dans cette articulation démocratie représentative/démocratie active ?

Jean-Paul Bruckert,
Bruno Della Suda, Francis Sitel

LUTTES

Pierre Abécassis

Dijon décembre 2020

La loi de « sécurité globale » : « rien n'est bon chez elle, tout est à jeter »

Tout se passe comme si le régime ne disposait plus que de la force publique pour répondre aux questions sociales : « Police partout, justice nulle part » n'est pas qu'un slogan qui sonne bien dans les manifs. C'est la réalité, « globale » : le pouvoir nous confine ET se barricade. Pour ce faire, il utilise la / « sa » police, partout ! Car, désormais, c'est la loi :

-> les polices municipales voient leurs prérogatives un peu renforcées, tout comme les boîtes de sécurité privées ;

-> caméras-piétons, drones, armes de service seront davantage utilisés et réglementés ;

-> quelques dispositions pénales « améliorées » complètent le dispositif ;

MAIS, c'est surtout l'article 24 modifiant la vénérable loi de 1881 sur la liberté de la presse qui a mis le feu à la plaine. Au motif de « protéger » les policiers, il faudrait s'abstenir de les filmer ou, si on les filme, ne le faire qu'animé de bonnes intentions à leur égard, puisque c'est l'usage « malveillant » de leurs images qui serait réprimé. Autrement dit, le juge devra analyser ce que vous

La loi de « sécurité globale » : « rien n'est bon chez elle, tout est à jeter »

aviez dans la tête quand vous avez pris la vidéo d'un CRS tirant une LBD. Si c'était pour le féliciter de nous débarrasser de quelque jeune ensauvagé, alors vous n'aurez pas de problème ; mais gare à vous si vous mettez votre vidéo sur un réseau social... Et si le policier est reconnaissable à travers son casque et sa visière, alors vous aggravez votre cas... Même le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU (repaire de gauchistes bien connu) s'inquiète !

Par cet article, cette loi est scélérate. Elle doit être retirée ! Le Ministre de l'intérieur n'est pas le « premier flic de France », ni le super délégué du personnel des policiers. La police est un service public visant à nous protéger des délinquants, pas à nous considérer, a priori, comme des délinquants mal intentionnés !

Nous l'avons dit, haut et fort, lors d'une manif, massive et combative, le 5 décembre à Dijon

Le temps était gris et frais mais il en aurait fallu beaucoup plus pour décourager les 2000 manifestant·e·s - selon la police ET les organisateurs - sur une place de la République progressivement remplie à partir de 14 heures.

Comme pour la première mobilisation déjà massive du 24 novembre, c'est la Ligue des Droits de l'Homme qui était à l'initiative, vite rejoints par la quasi-totalité

des associations de défense des libertés, des syndicats et partis « de gauche ».

Mais pas que ! Les Gilets jaunes, les chômeurs.e.s et précaires mobilisé.e.s autour de la CGT, de nombreux jeunes radicaux en deuil de la justice ou « verts » de rage, ont donné à cette manif les couleurs et les tonalités d'une riposte indispensable à l'autoritarisme macronien.

L'humour, l'ironie acide, l'indignation, l'insolence, la colère, se lisait sur les pancartes individuelles souvent d'ailleurs brandies par des femmes de tous âges.

De la place de la République à la place Wilson en passant par la place du 30, Darmanin et Macron ont tenu leurs promesses : drone au dessus et Robocops tout autour surveillaient la manif, sans oublier les caméras de Rebsamen le long d'un parcours bien trop bref, interdisant le « vrai » centre ville. Quoi de plus « logique » dès lors que les pétards et feux d'artifice répondent aux lacrymogènes et réciproquement, selon un scénario que le Préfet a appris par cœur.

Pas de blessés heureusement, mais toujours cette frustration de ne pas avoir pu manifester « normalement » ; ce qui, évidemment, n'empêchera personne de lutter, encore et encore, contre toutes les lois scélérates et les démagogues qui les écrivent.



Philippe Edme

Maire de Lombard

A la fin du dernier mandat comme maire d'une petite commune rurale, j'estimais avoir fait le tour de la question et j'étais un peu lassé par les tracasseries administratives qui jalonnent le quotidien des élus. Méprisé par le pouvoir actuel au début du quinquennat, le maire a subitement regagné du galon avec la conjoncture actuelle et la crise sanitaire. Ce n'était pas suffisant pour que je postule à un nouveau mandat. Et puis la pression de l'équipe sortante l'a emporté.

Quitte à poursuivre, je me suis dit que c'était l'occasion d'amplifier ce que nous avions commencé à mettre en place. Les nouveaux élus, dynamiques et motivés, permettaient de relever ce challenge.

L'expérience de Saillans dans la Drôme m'a fortement inspiré, même si on en connaît l'issue aujourd'hui, mais elle a posé des principes de démocratie qui feront des petits...

À Lombard on a volontairement partagé les responsabilités et la représentation de la commune entre les élus, huit conseillers(ères) sont impliqués dans divers syndicats ou associations. Alors que c'est très souvent le cas, le maire ne représente pas la commune à la communauté de communes.

L'information et la communication

La commune laboratoire de démocratie

étant capitales pour l'implication de tous, une réunion des élus(ues) disponibles a lieu tous les lundis soir afin de rappeler le calendrier de la semaine et donner les dernières nouvelles. Nous avons choisi de rythmer l'année avec un conseil municipal mensuel,

séance courte mais active où l'on recherche l'unanimité.

Pour alléger les finances communales, nous organisons des séances de travaux collectifs un samedi matin tous les deux mois (nettoyage du cimetière, des caniveaux, peinture au sol, élagage des chemins ruraux etc) associant élus et bénévoles du village. L'« Echo de Lombard », notre journal qui paraît chaque trimestre, est aussi le fruit d'un travail d'ensemble.

Bref ce que je vous décris, pour modeste qu'il soit, résulte d'un état d'esprit et d'une volonté pour se rapprocher d'un fonctionnement démocratique.

Une anecdote cependant permet d'en voir parfois les limites : les dernières élections sénatoriales. Avec le système des grands électeurs nous nous sommes trouvés devant un dilemme : qui doit représenter la commune qui ne dispose que d'une voix ? Pour qui cet élu doit voter ? J'avoue que nous n'avons pas trouvé la solution mais peut-être que c'est ce type d'élection qui n'est pas démocratique !



FIRST,

Après s'être vacciné contre l'Union Européenne, en sous-estimant les effets secondaires, de ce traitement connu sous le nom de Brexit, les Anglais tirent les premiers, comme à Fontenoy en 1745.

Ce n'est pas contre les Français mais contre la Covid-19.

La reine Elizabeth, 94 ans, a montré l'exemple en étant, avec son époux Philip 99 ans, parmi les premiers vaccinés. Ce qui explique ce titre de First.

Il va sans doute beaucoup agacer un de mes bons amis allergique aux anglicismes.

J'espère qu'il ne va pas me « blacklister » et qu'il n'y aura pas de « clash » entre nous. La prochaine fois que je le verrai, je lui conseillerai de rester « cool » et, par ces temps sanitaires malsains, de faire du « cocooning » à défaut de « coworking » car c'est le meilleur moyen d'éviter le « burn-out ».

« Last but not least » d'échapper au « cluster ». Désolé, cher ami, on ne pourra pas débattre de tout cela autour d'un verre. Les « open bars » sont « closed ».

Pour se distraire et oublier un peu cet obsédant virus, regardons l'écran de télé où très souvent sur la 2, Laurent nous propose d'excellentes séquences en « live ».

Alors trop d'anglicismes ?

Pourtant, « honni soit qui mal y pense » est en français dans le texte ? C'est en effet la devise de l'ordre de la Jarretière, le plus important de la chevalerie britannique.

Avec la jarretière autour du cou, on vous appelle « Sir ».

Quant à la devise du Royaume Uni (pour l'instant) elle est aussi en français : « Dieu est mon droit ». Elle figure notamment sur les passeports britanniques.

C'est « cool » non, « dear friend » ?

ALFRED



Une victoire sur l'industrialisation de l'agriculture : fermeture de la ferme usine des 1000 vaches

Communiqué de la Confédération paysanne

Le temps nous a donné raison : la ferme-usine des 1000 vaches vient d'annoncer la cessation de sa production laitière au 1er janvier 2021. C'est une victoire majeure de la Confédération paysanne et de Novissen, et de toutes celles et ceux qui combattent l'industrialisation de l'agriculture ! Cette victoire contre un symbole de l'industrialisation de l'agriculture doit en appeler d'autres. Ce modèle économique destructeur pour les paysan.ne.s, la vie des territoires et la planète n'est pas viable.

Rappelons que cette structure, toujours hors-la-loi, n'a jamais respecté la réglementation et le seuil de 500 animaux qui lui étaient fixés. Les astreintes qui courrent encore aujourd'hui doivent être payées. La réglementation est la même pour tou.te.s et la justice doit s'appliquer à chacun.

Rappelons que dans le projet de

cette ferme industrielle, le lait ne devait être qu'un sous-produit de la méthanisation. Certes, l'arrêt de la production laitière de la ferme-usine des 1000 vaches est acté mais quid désormais du devenir des terres agricoles de la structure, soit 1000 hectares ? La problématique d'accaparement des terres et des aides PAC est toujours présente alors que l'enjeu d'installer n'a jamais été aussi prégnant.

Notre combat contre l'industrialisation de la production, qu'elle soit animale ou végétale, la financiarisation des structures agricoles, l'accaparement des terres, notamment par les montages sociétaires, et en faveur de l'installation de paysan.nes nombreuses se poursuit.

En attendant nous savourons cette belle victoire acquise avec beaucoup de détermination et de courage. Nous remercions toutes

celles et ceux qui ont combattu à nos côtés pour démontrer l'absurdité d'un tel projet. Aujourd'hui malgré le soutien massif d'aides PAC, ce modèle n'est pas rentable : depuis le temps que nous le dénoncions, nous nous en félicitons.



MOBILITÉS

Jacques Fontaine 1-12-2020

Peut-on laisser dire que, « pendant quatre décennies, l'essentiel des investissements ferroviaires réalisés par l'État a porté sur les LGV » ? Aucune donnée ne confirme cette affirmation : la seule donnée disponible (à ma connaissance), c'est le rapport de 2017 de la Commission des comptes des transports de la nation (CCTN) qui fait le bilan de 25 ans d'investissements dans le ferroviaire (1990-2015). Pendant cette période, 78 milliards d'Euros (1) ont été investis dans le ferroviaire (ce qui est peu par rapport à la route) : 30 milliards pour les LGV (38%), 10 milliards pour le réseau de l'Île-de-France (13%), 38 milliards pour les autres lignes (49%). Et ces données ne prennent pas en compte les investissements de l'État dans les transports urbains ferrés (métros et tramways). On peut ajouter également que, depuis 2015, les investissements dans les LGV ont chuté de manière drastique : en 2018 (dernières données disponibles), les investissements pour les LGV ont représenté moins de 4% des investissements du réseau ferroviaire (2). Il est donc inexact de prétendre que l'essentiel des investissements ferroviaires réalisé par l'État a porté sur les LGV.

Mais malgré les 48 milliards investis dans le réseau classique, ce réseau s'est dégradé, aussi bien en Île-de-France que dans les régions : la cause essentielle est le sous-investissement chronique dans le ferroviaire depuis des dizaines d'années (cf mon article dans l'ARéV n° 82) : l'État ne joue pas son rôle d'actionnaire unique de la SNCF et n'a pas réussi à mettre en place des modalités de financement pérennes du transport ferroviaire en France (contrairement à la Suisse, l'Allemagne...).

L'abandon du projet sarkozien d'écotaxe en est caractéristique.

Trois petites remarques pour terminer :

- Pour les LGV, il faut être pragmatique et non dogmatique et peser le pour et le contre : le projet chirac-hollandais de LGV Poitiers-Limoges était une aberration et il a été heureusement annulé ; le projet des LGV normandes (pour desservir Rouen, Le Havre et Caen) est d'un intérêt très réduit : le problème fondamental pour ces lignes est la saturation en Île-de-France qui entraîne un allongement des temps de parcours et des retards réguliers (en 1978, il fallait 1h07 et 1h 50 pour relier Paris à Rouen et au Havre, en 2020, il faut 1h25 et 2h08) ; pour résoudre cette question, il suffira de créer une ligne

nouvelle classique entre Paris et Mantes pour les trains desservant la Normandie, ce qui permettra aussi l'amélioration des liaisons de banlieue. A l'inverse, les LGV Bordeaux-Toulouse et Montpellier-Perpignan ont un réel intérêt, pour les voyageurs, et aussi pour les marchandises pour la LGV languedocienne qui sera mixte.

- Pour être clair, mon propos n'est pas de gagner du temps. Je propose d'ailleurs le remplacement d'une ligne aérienne qui joint deux villes en 1h 10 par une LGV qui joindra ces deux villes en 3h 10.

- Le plan Castex pour le rail (4,6 milliards d'Euros) est de la poudre aux yeux : il reprend des opérations déjà programmées pour environ 4 milliards d'Euros auxquelles s'ajoutent quelques nouvelles opérations (très intéressantes au demeurant et qui auraient dû être lancées depuis longtemps) pour environ 500 ou 600 000 Euros.

(1) CCTN, cité dans un article de son blog par Olivier Razemon, *Le Monde*, mis à jour le 8 janvier 2018

(2) MTES, Commissariat général au développement durable : *Les comptes des transports en 2018, Paris, août 2019*

Fin octobre, après l'ignoble assassinat de Samuel Paty, un nouveau vocable, jusqu'ici réservé à l'extrême droite apparaît dans les médias mainstream mais aussi dans les discours de membres du gouvernement, Jean-Michel Blanquer, Gérald Darmanin, ou jusqu'à récemment, Anne Hidalgo, accusant pèle-mêle d'islamo - gauchisme des journalistes, Edwy Plenel (Médiapart), des syndicalistes, des politiques comme Jean-luc Mélenchon, des universitaires... Toutes celles et ceux qui dénoncent les discriminations visant les musulmans sont accusé.es d'être complices de l'islamisme radical, et partant, du terrorisme. Nous sommes convaincus au contraire que la lutte contre l'islamophobie, d'où qu'elle vienne, police, institutions, individus, est une condition de la lutte contre le terrorisme.

À Besançon, 17 organisations, associations, syndicats, organisations politiques, ont décidé ensemble de réagir à ce courant de haine en signant une tribune et en la rendant publique dans une conférence de presse.

Le texte ci-dessous peut être signé sur ce lien

<https://docs.google.com/document/d/1JNwGRBLorLqOJmCbmenf7hD0W23iLaDpIHhNLi66Jo/edit>

Islamisme radical, extrême droite : ne tombons pas dans le piège de la division (texte présenté en conférence de presse le 12 novembre 2020)

Le moment est très grave. Après l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire, de géographie et d'éducation morale et civique, un autre crime a été commis à Nice. Nous disons notre pleine solidarité avec les victimes et leurs proches dans ces drames terribles. Ces crimes visent à semer la peur et la haine entre nous. Ne nous laissons pas prendre à ce piège.

Les débats, y compris après des tragédies, sont justifiés et souhaitables en démocratie. Mais alors qu'en pareil instant, c'est d'unité autour de nos valeurs républicaines dont nous aurions besoin, certains, par leur propos stigmatisants pour nos compatriotes musulmans et insultants à l'égard d'organisations politiques ou syndicales, d'associations, de journaux, de personnalités, sèment le vent de la division et de la haine. Ces propos sont particulièrement indignes

L'appel de Besançon

et irresponsables quand ils émanent de celles et ceux qui devraient être les garants de la paix civile, à savoir les membres du gouvernement. Depuis lors, sur les plateaux télé, dans nos villes, des digues ont sauté. À Nice, y travaillent doivent être soutenus. La ce sont des membres de Génération Identitaire qui défilent dans les rues, à Avignon un homme se revendiquant de ce groupuscule menace un commerçant maghrébin, à Paris, Action Française appelle à « décapiter la République ». Nous dénonçons et alertons de ce climat qui nous rappelle les pires moments de notre histoire. Islamisme radical et extrême droite portent le même dessein, celui de fracturer nos sociétés. Nous devons lutter contre l'un et l'autre.

Les manifestations meurtrières des idéologies totalitaires doivent être combattues. Nous en avons déjà les outils juridiques. Cessons de faire une loi après chaque drame. Des lois qui ne servent à rien si ce n'est créer l'illusion et rogner nos libertés. En revanche, il manque des moyens, notamment pour le renseignement. De même, la question du lien des terroristes avec d'éventuels états pétroliers gros clients de la France doit être éclaircie. Sur ce point des questions peuvent être posées. Samuel Paty se savait menacé, sa hiérarchie en était informée, son assassin avait fait l'objet de signalements clairs. Comment se fait-il que rien n'ait été mis en place pour éviter ce drame ? À Besançon, par exemple, une jeune fille ayant proféré des paroles indignes suite à la mort de Samuel Paty a été interpellée et condamnée immédiatement.

Le totalitarisme islamiste et les pressions qu'il exerce sur nos libertés en général, celles des femmes, des personnes LGBT+ en particulier, appellent des actions en priorité sur le terrain éducatif, social et politique. Il faut bien convenir que la République

est une promesse encore largement inachevée, l'égalité sur le territoire loin d'être une réalité. Pour cela l'École de la République est aux avant-postes, mais ceux et celles qui laïcité est également un de nos « biens » précieux. Elle n'est pas une arme contre les croyants, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent. Elle est un outil pour la paix, un pacte rationnel et politique par lequel L'État respecte la liberté de conscience et de culte des citoyen.ne.s qui en retour acceptent de ne pas remettre en cause les lois de la République au nom de leurs croyances.

Au-delà de nos divergences, nous appelons à une mobilisation autour de ce qui nous rassemble : les urgences sociales, écologiques et démocratiques, autour des principes laïcs et républicains. Autour de nos valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, qui font de la France une nation universelle. Aujourd'hui l'essentiel est en jeu. Nous voulons dire aussi notre solidarité avec nos compatriotes musulmans meurtris par ces crimes comme nous le sommes et qui veulent vivre leur religion dans la sérénité et le respect des lois de la République.

Organisations signataires :

Association « À gauche citoyens ! », Association Cairn, Association France Palestine Solidarité de Besançon et de sa région, CCFD-Terre Solidaire du Doubs, CDDLE (Collectif de Défense des Droits et libertés des Étrangers), CGT AHS FC, CGT FERC Sup Université Franche-Comté, Délégation du Doubs de Terre des Hommes, EELV Besançon, Ensemble!, Espace de Dialogue des Gauches et des Écologistes (EDGE), Génération's Grand Besançon, La France insoumise Besançon, MRAP, Parti de Gauche du Doubs, PCF Besançon, RéCiDev, SOS Racisme Doubs





LUTTES

Texte porté à la connaissance de tous les soutiens de la Vigie pour tenter de relancer la discussion autour du site occupé le 17 juin. Ce texte a été élaboré collectivement par un groupe de militant.e.s qui ne souhaitent pas abandonner le terrain en l'état, tout en essayant de retrouver l'esprit des premiers jours de l'occupation du site.

Retour sur l'occupation initiale

Érigée le 17 juin 2020, suite à l'appel contre la réintoxication du monde (1) et répondant à ce moment-là à un besoin d'occuper le terrain, le risque de redémarrage des travaux étant réel (2), la tour de la VIGIE, montée comme une tour de guet en référence à l'étymologie du mot Vaïtes, devient instantanément le SYMBOLE de ce moment fort où cette centaine de personnes de tous horizons, cultures politiques et âges se sont unies contre le projet de bétonisation des jardins des Vaïtes.

Les Vaïtes sont le poumon vert de Besançon, une zone humide à conserver, tant pour la préservation de la biodiversité que pour la relocalisation de la production agricole. Historiquement, il y avait ici un grand nombre de maraîchers qui approvisionnaient la ville, avant l'invasion de l'agro-industrie et des hypermarchés. Aujourd'hui encore, il y a de nombreux jardins vivriers entretenus par des particuliers de toutes origines sociales et quelques maraîchers. Ce sont de véritables lieux de ressources économiques et de liens sociaux.

Cette journée du 17 juin s'inscrit dans la lutte menée depuis plus de 10 ans par différentes associations (3) pour maintenir cet espace vert à l'abri de toute construction. Elle a permis à ceux.celles de plus en plus concerné.e.s et consterné.e.s par la situation écologique dramatique, à ceux.celles à qui le confinement a davantage ouvert les yeux et donné l'envie d'agir, aux voisin.e.s curieux.ses et sympathisant.e.s, aux militant.e.s engagé.e.s averti.e.s, aux passant.e.s, aux sympathisant.e.s... de se joindre à la lutte contre le projet d'écoquartier des Vaïtes, pour s'y engager concrètement.

Le déroulé

L'action pacifiste a débuté au petit matin sous la pluie, organisée au préalable par des membres des groupes Extinction Rebellion (XR) et ANV COP21 Besançon. Les militant.e.s ont convergé par différents chemins vers la parcelle choisie de

Les Vaïtes ; Un bilan ?

terre en friche, lieu stratégique bien en vue des immeubles et résidences alentour, de la voie de tramway et des axes routiers proches. Chacun.e a œuvré. Il fallait défricher des zones destinées aux jardins, monter la tour, ravitailler tout ce beau monde à la tâche. L'ambiance est gaie et enthousiaste, surpassant de loin la bruine incessante.

Puis, peu avant midi, l'alerte est lancée, des camions de police se dirigent vers la parcelle occupée. Se dresse alors un chaîne humaine méticuleusement préparée autour de la tour, comme une danse à l'effigie des actes non-violents. Ce qui n'arrête en aucun cas les policiers aguerris, qui d'un même pas et sans délai, fendent la chaîne pour encercler la tour et... se retrouver eux-mêmes encerclés par les militant.e.s. Joyeux piège. Peur et excitation sont de mise. Bousculade, puis longue attente, chaque camp maintenant sa position. Chants et slogans entretiennent l'ambiance joyeuse. Jusqu'à ce que les forces de l'ordre rebroussent chemin sur intervention du Préfet. Galvanisé.e.s par cette « victoire », renforcé.e.s par cet acte de solidarité mélangeant nos adrénalines, nous apprécions ce moment suspendu. Puis très vite, nous nous rassemblons et nous partageons en petits groupes pour répondre à la question prédominante : et maintenant, que faisons-nous ?

Des projets porteurs d'un autre avenir

Le déploiement de ces forces militantes d'horizons différents donne envie de croire en cet autre possible désiré : réussir à créer des espaces de liberté dans les failles de notre monde sans vergogne, avide d'argent et irrespectueux de l'environnement, ce monde que l'on refuse. Le projet d'écoquartier est un symptôme de ce système capitaliste à la dérive. Pour marquer leur opposition à la construction de 1150 logements et à la destruction d'une zone naturelle de 34 hectares, dont 23 en ZAC (Zone d'Aménagement Concerté), une centaine de volontaires décident d'investir un petit morceau de terrain appartenant à la zone concernée par le projet d'écoquartier. Très vite s'élaboré une charte : l'occupation se faisant dans une zone urbanisée, la charte prône le respect et l'inclusion du voisinage, tente de mettre des limites à des excès possibles. Nous rappelons l'importance de la tolérance et de la bienveillance et nous proscrivons toutes formes de discriminations telles que le racisme, le sexism, l'homophobie. Nous voulons mettre un terme au projet d'écoquartier pour :

- protéger la biodiversité et les zones humides,
- préserver les ressources non-renouvelables,
- défendre la justice sociale et climatique,
- préserver la vie des générations futures,
- nous émanciper par le maraîchage,
- planter des végétaux : arbres, cultures maraîchères, céréales,
- développer la démocratie locale à travers les luttes locales,
- habiter autrement le monde,
- créer un espace de vie commun, Agora, comme maison pour accueillir les différentes luttes,
- un lieu des possibles où la bienveillance, la convivialité, le partage sont les fondements,
- un lieu d'expérimentation et d'apprentissage.

Cette action s'inscrit dans le contexte de l'après-confinement où fleurissent les idéaux d'élaboration du monde d'après : pas de retour à l'anormal. Pour cela, ce lieu doit rester ouvert et tolérant, pour que la diversité soit notre force et qu'il devienne un « jardin des luttes ». Que ce lieu fonctionne en rhizomes et qu'il donne envie de lutter là où l'absurde et l'inhumain ont pris place. Montrer que cela est possible et expérimenter sans cesse.

La vie collective s'organise sur le site

Conscient.e.s que les multiples initiatives vont relever de processus de décision complexes, nous convenons que l'AG sera seule décisionnaire. A raison de trois fois par semaine pour commencer, elle est grandement ouverte et attire beaucoup de personnes voulant se rallier à la cause défendue, ou tout simplement intéressées par ce mouvement aux Vaïtes. C'est aussi un véritable moment d'invention et d'apprentissage démocratiques. Chacun.e est invité.e à s'exprimer et les autres à pratiquer l'écoute active.

La vie s'organise dans une atmosphère conviviale, tolérante et respectueuse, autour d'événements (fêtes, conférences, débats, ateliers ...).

.../... pédagogiques, spectacles...) où une vraie mixité sociale intergénérationnelle se crée, œuvrant à la convergence des luttes pour le monde de demain. Oui, à la Vigie des Vaïtes, jusqu'à la mi-août, il y a bien de véritables échanges et débats autour du féminisme, de la gratuité, de la manière d'habiter les villes, de cette situation de crise écologique et sanitaire... Sans compter tous ces moments forts de convivialité autour de repas partagés, de chantiers participatifs, de musique, de lectures, de chants, de fresques peintes, de jardins à cultiver, de récoltes souriantes, du quotidien à organiser dans la bonne humeur.

Des outils sont mis en place pour organiser une présence permanente sur le site, avec des temps de garde tournoyants. Malgré les propositions de travailler sur le fonctionnement des AG, peut-être que nous ne nous sommes pas donné le temps et les moyens d'être attentifs à la circulation de la parole et de prendre en compte les avis divergents.

Que s'est-il passé qui a grippé la machine ?

Le problème de l'été

Début juillet, des occupant.e.s décident d'eux-mêmes de s'installer en permanence en construisant des dortoirs, puis des cabanes ; comme c'est le début de l'été, les départs en vacances amenuisent la présence militante sur le site (à plusieurs reprises, la demande de renfort restera sans réponse). Parallèlement, certains occupants annoncent en AG qu'ils ont passé des appels à renfort via internet auprès de différents réseaux.

Dès lors, la présence militante insuffisante est reprochée, l'organisation des tâches au quotidien sollicitant beaucoup d'énergie. Suite aux appels, de nouveaux arrivants s'installent, de nouvelles constructions sont érigées sans débat en AG. Des débordements se produisent de plus en plus régulièrement au cours de la nuit. Les occupants permanents investi.es sur le lieu ne participent quasiment plus aux AG. Un fossé lentement se creuse. Les décisions prises en AG ne semblent plus les concerner. Les permanents ne comprennent plus que cette lutte est axée sur un équilibre entre les personnes qui approvisionnent, celles qui participent aux tâches, celles qui s'occupent de la communication, celles qui se battent sur le terrain juridique et celles qui occupent le terrain.

De plus, la situation politique a changé au cours de l'été : le 3 juillet, les associations ont gagné leur recours

devant le Conseil d'État (ce qui veut dire que les travaux ne peuvent reprendre) et une maire EELV a remporté les élections municipales quelques jours plus tard (4). Les reproches pleuvent, les problèmes de bruit, d'alcool, ... sont soulevés quasi-méthodiquement à chaque AG. Les décisions, même lorsque les occupants les votent, ne sont pas respectées. Deux camps s'affrontent : des militantes des premiers jours, qui veulent préserver le voisinage, les jardiniers et tous les sympathisants de la lutte pour défendre les Vaïtes, et « les permanents » (ainsi qu'ils se nomment), ceux qui, disent-ils, « font, agissent, défendent en occupant le lieu et s'organisent pour y passer l'hiver dans des abris en dur ». Les premiers ont une vision élargie de la lutte qui s'étend bien au-delà du site occupé, les seconds axent essentiellement leur lutte en défense du lieu contre les forces de l'ordre et tout ce qui pourrait matérialiser sa destruction. Chaque partie se sent non-reconnue, agressée, attaquée.

L'automne ne ramène ni le calme ni les militants

À la rentrée de septembre, beaucoup de sympathisants de la lutte de la Vigie ne se reconnaissent plus dans ce conflit grandissant. Les relations avec le voisinage se tendent encore au fil des jours, et surtout des nuits, tensions que les AG ne parviennent pas à juguler : le site est devenu un camp retranché qui ne se sent plus lié par les décisions prises collectivement.

La situation est si dégradée que beaucoup de militant.e.s partent, d'autres annoncent leur départ prochain. Devant cette hémorragie, des militants des premiers jours décident de se réunir pour organiser un départ collectif. Lors de cette réunion, des militants des Lentillères et de NDDL, après avoir rencontré les permanents à la Vigie, conseillent à ceux qui sont sur le départ de ne pas abandonner le site et de mieux préparer les AG afin de limiter les dérives :

- charte qui n'est plus respectée,
- nuisances sonores qui se multiplient au-delà du supportable,
- propos agressifs qui sont proférés,

- comportements sexistes observés à différentes reprises, 
- provocations anti-féministes à la sortie de la seule réunion non mixte.
- constructions de cabanes qui achèvent de réduire à peau de chagrin les espaces de vie commune.

Rupture et séparation

La pluie et le froid s'installent pour trois semaines. Fin septembre, après plusieurs AG houleuses et sans effets, le divorce est consommé et une grande partie des occupants permanents quitte le site volontairement, sans s'en expliquer.



A partir de là, des équipes de volontaires entreprennent de dégager le site des nombreux déchets abandonnés : des literies gaugées par la pluie, souillées par l'urine de chats et de chiens, les vêtements abandonnés traînant dans tous les cabanons, des matériaux détériorés et inutilisés, la nourriture mal stockée (tout ce qui pouvait être sauvé l'a été). Les problèmes ne disparaissent pas pour autant : quelques anciens occupants continuent à venir revendiquer leurs droits sur le site, de jour comme de nuit.

Et maintenant ?

Courant octobre, après le démontage, décidé en AG, de toutes les constructions non-indispensables et l'évacuation des déchets, des séances de plantation de haies et de



.../...

potagers ont été permis de ne plus respecter les règles de vie communes ? Pourquoi pour que chaque individu se retrouve dans l'action collective sur un pied d'égalité.

une ambiance pacifiée, pour rendre au lieu son aspect paysager et collectif. Deux lieux collectifs sont consolidés : la nouvelle cuisine-dortoir et l'Agora, qui est recouverte d'une charpente. Une cabane individuelle est désormais devenue cabane des enfants.

la Vigie et que sans eux tout s'écroulerait, le Collectif ne s'est-il pas alerté ? N'est-ce pas à partir du moment où des personnes se déclarent indispensables que le Collectif se trouve en danger ?

À l'annonce du nouveau confinement et dans l'urgence, la commission de sécurité, conformément à l'AG de la semaine précédente, condamne l'accès à la Vigie. De plus, la commission de sécurité, ne souhaitant pas prêter le flanc à une expulsion pour non respect du confinement, décide de condamner l'accès à la cuisine et à l'Agora : durant la semaine précédente, des vols avaient eu lieu et diverses dégradations avaient été constatées, des hurlements à l'encontre des voisins durant plusieurs nuits avaient été rapportés.

Après plusieurs semaines d'absence, ceux qui étaient partis ailleurs sont revenus. En même temps que le nouveau confinement sanitaire entrait en application, ils ont appelé à réinvestir les lieux en y organisant un mégabarbecue sauvage (sic) le samedi soir. Depuis, se définissant comme « lutteurs-bâtisseurs », ils y reviennent épisodiquement et font savoir qu'ils ont « repris » le site, « pour ne pas laisser le champ libre à la police ou à la Ville ».

Quelles leçons tirer de l'expérience ?

Tout d'abord, lors de la préparation de l'action, il n'a pas été élaboré de scénario sur l'après-17 juin. Certains militants organisateurs qui souhaitaient une occupation éphémère ne sont pas suivis. Le maintien de la Vigie et l'occupation du site s'organisent alors démocratiquement au jour le jour, sans qu'aucun cadre de débat sur « les jours d'après » soit mis en place. Ce manque de cadre a ouvert la porte à l'apparition de stratégies différentes. Ainsi, la stratégie d'occupation permanente du site n'a pas été réinterrogée après la décision du Conseil d'État du 3 juillet ni après la création du GEEC par la nouvelle municipalité.

Comment expliquer qu'un petit groupe ait pu faire si facilement sécession et imposer son point de vue dissonant par rapport aux objectifs du reste du Collectif ? Pourquoi les « permanents » se disant « anarchistes » ont-ils pu soutenir que, dans le Collectif, il y avait des personnes plus légitimes que les autres et qu'elles pouvaient se

L'autocensure et la culpabilité

Chacun.e a essayé de lisser les désaccords afin de limiter l'expression des divergences sur les dérives, que ce soit l'appel à renfort d'autres ZAD, l'apparition de nouvelles constructions (décisions non débattues), l'abus d'alcool, le tapage nocturne, les animaux errants, les comportements sexistes, etc. A cela s'est ajouté pour certains un sentiment de culpabilité éprouvé suite aux remarques quant à leur trop faible présence sur le site. Alors les désaccords, les détails sont minorés. Insidieusement, les dérives deviennent quotidiennes, les non-dits frustrants participent à la lassitude, puis au découragement. La situation se dégrade peu à peu. Manque de courage ? Certainement. Toujours est-il que ces sensibilités diverses si importantes, nous les avons mal saisies, nous n'avons pas su les accompagner.

La gestion des assemblées

Bien que le Collectif se soit lancé dans un esprit libertaire, nous n'avons pas eu suffisamment de recul, d'expérience et de temps pour atténuer le fait que, dans une assemblée, nous ne sommes pas tous égaux. Là où des personnes, de par leur métier ou leur expérience militante, sont à l'aise avec la prise de parole, d'autres n'osent pas, n'ont pas l'habitude, ne s'y sentent pas légitimes ; le sentiment d'égalité n'étant pas au rendez-vous, elles préfèrent ne plus participer aux AG.

Mieux repartir ?

Lancés dans le feu de l'action, nous avons certainement mis la charrue avant les bœufs. Il ne suffit pas de vouloir une démocratie libertaire, avec comme valeurs la convergence des luttes, le féminisme et l'écologie sociale ; ce fonctionnement et toutes ces valeurs demandent la mise en place de règles et de manières de les faire appliquer, pour que l'individualisme, les mauvaises habitudes, l'ordre et le désordre ne prennent pas le pas sur le Collectif : des règles permettant de se protéger contre la violence et le sexism, des règles pour que tout un chacun

(1) Appel du 17 juin <https://lundi.am/Agir-contre-la-reintoxication-d-u-monde>

(2) Au mois de juin, les militant.e.s opposé.e.s au projet d'écoquartier attendaient le délibéré du Conseil d'État, les agents de Territoire 25 faisaient déjà le tour du quartier pour dire aux jardiniers de se préparer à dégager, vu qu'ils étaient sûr de gagner et que les travaux allaient reprendre. Pour rappel, l'association des Jardins des Vaîtes et France Nature Environnement (FNE) avaient gagné leur recours contre les travaux au Tribunal Administratif et suite à cela, Territoire 25, le bras armé de la Municipalité pour ce projet, avait déposé un recours au Conseil d'État. C'est par rapport à cette situation incertaine qu'ANV, COP 21 et XR Besançon ont décidé de monter cette action, en suivant l'appel du 17 juin.

(3) L'association Les Vaîtes, l'association Les Jardins des Vaîtes

(4) La nouvelle Municipalité, soutenant toujours le projet, ne veut pas être parmi les premiers « écolos » à expulser une ZAD ; elle préfère faire croire que l'avenir du projet est suspendu aux conclusions d'un GEEC local.



31 décembre 2020 : plus de 30 habitants et militants participent au démontage de la Vigie des Vaîtes rendu nécessaire par le sabotage d'une sangle et d'une corde.



Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher. Éditions du Seuil - L'Univers historique - Octobre 2020 320 pages - 23 €

Sylvestre SOULIÉ

Le forestier et le politique

On peut déplorer l'abyssale ignorance des sphères décisionnelles concernant l'importance des forêts, au moment même où elles mériteraient la plus grande attention. Il n'en a pas toujours été ainsi. Au tournant des 19ème au 20ème siècle, les choix de la Nation étaient encore fortement influencés par une puissante administration des Eaux et Forêts. Cette préoccupation s'est évanouie alors que « l'anxiété pour le changement climatique est portée au rouge ». C'est cette histoire que nous racontent JB. Fressoz et F. Locher dans un livre intitulé *Les Révoltes du ciel*.

Depuis la découverte du Nouveau Monde, ce ne sont pas les cycles et les effets du Co2 qui placèrent les forêts au centre des débats, mais plutôt les conséquences des déboisements sur les équilibres écologiques, sociaux et politiques et en particulier leurs effets sur la production agricole. Ce qui a profondément changé depuis deux siècles, c'est que l'industrie et la science nous ont inculqué l'illusion rassurante d'un climat stable, ce qui a eu pour effet, dans les pays les plus industrialisés, de chasser les angoisses et les espoirs liés aux aléas du ciel.

Dans le milieu du 19ème siècle, la dégradation des montagnes est pointée du doigt. Crues, inondations et tout leur cortège de drames mettent en avant la nécessité de retenir l'eau et les sols ; « *Les Ponts et chaussées annexent la gestion des bassins, les alertes aux crues. Les forestiers, eux, étendent leur emprise jusqu'à devenir l'incarnation de l'état technocratique en montagne* ». C'est dans ce contexte que fut créé par une loi de 1859, un service de restauration des terrains en montagne, une sorte de mission d'intérêt général destinée à contenir les effets du climat sur les milieux et les populations. La gestion de l'espace se rationalise, l'industrialisation galope et avec elle la mise en réseau de la production et de la distribution des biens et des services.

C'est depuis cette période, nous disent les auteurs, que « *L'empire du climat bat en retraite devant l'empire* ».

des techniques ». Boisements massifs, génie civil et une météo qui commence à être anticipée, construisent un cadre au sein duquel « *ce nouveau monde fait de rails et de locomotives... peut rêver de s'émanciper des humeurs de l'atmosphère* ». Ainsi à la fin du 19ème siècle, notent JB. Fressoz et F. Locher, l'horizon climatique de l'Europe s'éclaircit, le triomphe du rail et du bateau à vapeur permettant d'atténuer les mauvaises récoltes locales en réduisant la vulnérabilité aux aléas du ciel.

Dorénavant, avec le charbon et l'acier, les forêts ne sont plus un enjeu politique central. « *L'arbre ne fait plus le destin des nations* ».

Les forestiers perdront alors leur plus efficace instrument de pouvoir, celui de questionner et de valoriser le rôle des forêts sur le climat. Désormais, et c'est là que ce livre important fait un constat aujourd'hui lourd de conséquences, l'homme ne se tiendra plus pour responsable du changement du temps. En conséquence, et la formule mérite d'être retenue, « *La main du législateur, du gouvernant, de l'ingénieur ne tremblent plus à la pensée des conséquences climatiques de ses actes* ».

Quatre siècles d'anthropocène confiant puis angoissé s'achèvent, constatent nos auteurs. Et de conclure leur ouvrage par cette formule lapidaire : « *Le climat a été délogé de nos consciences. Nous n'avons plus ce luxe : tenir le climat pour acquis* ».

Le réchauffement convoque à nouveaux frais tout notre héritage de forestier. Alors que la forêt revient en politique, instituons ce bien commun afin de le soustraire au court terme marchand...

JEAN-BAPTISTE FRESSOZ FABIEN LOCHER

LES RÉVOLTES DU CIEL

Une histoire du changement climatique
XVe-XXe siècle

L'UNIVERS HISTORIQUE SEUIL



Pour conserver ce lien avec nos actions et nos combats politiques.

Abonnez-vous pour 2021 !

Pour vous abonner et faire vivre ce journal

NOM

Prénom

Adresse

CP

Ville

Courriel

Retrouvez ce journal sur notre blog :
ensemblefrancheecomte.home.blog

Merci d'envoyer votre chèque de 12 € ou plus à :
Les Alternatifs de Franche-Comté
6 chemin d'Avanne à Velotte
25000 Besançon

**L'Alternative Rouge et Verte
Journal de Ensemble !**

2 rue du Porteau 25000 Besançon
Directeur de publication : P. Abécassis

Imprimerie Offset
25 000 Besançon



Tiré à 150 exemplaires
N° CPPAP : 1022, P 11163

Merci aux personnes qui ont participé à la rédaction : Pierre Abécassis, Yves Adami, Alfred, Jean-Paul Bruckert, Jean-Pierre Debourdeau, Philippe Edme, Jacques Fontaine, Claudine Reboux, Sylvestre Soulié, Evelyne Ternant, Georges Ubbiali, Séverine Véziès, Jacques Vuillemin

Les articles n'engagent que leur auteur.

Journal réalisé avec Scribus, logiciel libre



Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

Pour recevoir les documents
d'adhésion à Ensemble !

NOM

Prénom

Adresse

CP

Ville

Courriel

à envoyer à

Roberte Vermot Desroches
28 Rue Henri Baigue
25000 Besançon

Grille de cotisation indicative fourchette selon le revenu mensuel		
Tranche de revenu	montant cotisation	cotisation moyenne
0 à 500	2,00 €	2 €
500 à 1000	2 à 4 €	3 €
1000 à 1200	4 à 6 €	5 €
1200 à 1500	6 à 15 €	10,5 €
1500 à 2000	15 à 30 €	22,5 €
2000 à 2500	30 à 50 €	40 €
2500 à 3000	50 à 75 €	62,5 €
3000 à 3500	75 à 100 €	87,5 €
3500 à 4000	100 à 120 €	110 €
4000 et au-delà	3 % mini	3 % mini

Les dons et cotisations ouvrent droit
à une réduction d'impôt de 66 %

Chèque à l'ordre de Association de
Financement de Ensemble !

HISTOIRE ET MÉMOIRE

L'AREV a pensé qu'il serait utile de demander à quelques militants politiques leur perception de l'événement.

Jean-Paul BRUCKERT

Un peu d'histoire

Le 18ème Congrès de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) qui se tint du 25 au 30 décembre 1920, plus connu sous le nom de Congrès de Tours, allait être à l'origine d'une décision capitale pour l'évolution du socialisme en France. La question posée est celle de l'adhésion à la 3ème Internationale (Internationale communiste ou IC ou Komintern)

créée à Moscou en mars 1920. La majorité (76% des mandats) crée la Section française de l'Internationale communiste, futur PC et conserve « l'Humanité », la minorité maintient la SFIO, quitte la salle, mais conservera « le Populaire ». Le congrès de Tours, prolongé par la scission de la CGT en 1921 qui consommait la rupture en fracturant le monde syndical, a donc constitué, en déterminant pour longtemps sa structuration, un événement majeur dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

Evelyne TERNANT

Militante communiste

Un siècle de vie du parti communiste, dont près de la moitié vécue de l'intérieur en militante! Mon adhésion au début des années 1970, avec un père élu socialiste bisontin connu, avait un petit air de mini réplique familiale du congrès de Tours! C'est une conviction économique marxiste, puis l'échec du mouvement de mai 1968, qui m'ont conduite à réfuter le réformisme social-démocrate et le gauchisme.

À cette époque, en adhérant, on ralliait aussi le centralisme

démocratique et le soutien à l'expérience soviétique. Les faits et les débats internes, parfois douloureux jusqu'à la déchirure, comme dans le Doubs, ont transformé en profondeur ce parti. La souveraineté des adhérents a mis fin à la verticalité, la défiance vis à vis de l'étatisme a générée une vision autogestionnaire du processus révolutionnaire.

Il demeure cette chaîne humaine d'un siècle d'espoirs, de rêves et de combats pour le communisme qui, par delà les vicissitudes de l'histoire, en ce moment de désastres capitalistes, est une idée d'avenir pour l'émancipation humaine.

Séverine VÉZIÈS

Rédactrice en chef du Journal de l'insoumission et cheffe de file régionale France insoumise pour la Bourgogne Franche-Comté

Il y a 100 ans se déroulait le congrès de Tours qui vit la scission de la SFIO et la naissance du PCF. Après la division, et face au péril fasciste, en 1934, c'est par l'unité d'action que les partis de gauche se retrouvent. Vint ensuite le Front populaire de 1936, la mobilisation populaire et des avancées sociales fondatrices dans la construction de notre modèle social : liberté syndicale, hausse des salaires, premiers congés payés et semaine de 40 heures de travail. Après l'horreur de la guerre, face à un patronat

laminé du fait de sa collaboration avec les nazis, une nouvelle société voit le jour. La solidarité organisée au sein de la nation. La sécurité sociale est née. 2020, sur fond de crise sanitaire, les partis de gauche sont à nouveau à un tournant de leur histoire. Après les renoncements opérés par une partie de la gauche ces dernières décennies, grève civique et défiance envers les politiques ont fini de donner au néolibéralisme la main mise sur notre pays. 2020 se referme. La France, en proie à une crise sanitaire, est défigurée par un pouvoir qui glisse inexorablement vers l'autoritarisme. L'espoir doit renaître. 1920, la gauche se fissure. 2020, traçons un nouvel espoir à travers l'unité d'action, celle des causes communes.

Liste de diffusion d'Ensemble Franche Comté

Vous souhaitez recevoir des informations régulières d'Ensemble!

Envoyer votre adresse électronique à : ensemble.mage.fc@gmail.fr, en précisant dans l'objet : inscription liste de diffusion Franche-Comté



Yves ADAMI

Militant communiste

J'ai beaucoup apprécié les analyses de Martelli (*) sur le centenaire du PCF. Il pointe avec justesse à la fois les forces et les faiblesses de ce parti qui a joué un rôle si important dans l'histoire sociale et politique de notre beau pays.

J'ai lu aussi avec intérêt les commentaires sur les questions qui touchent aux problèmes du climat et de l'écologie. Elles me préoccupent bien évidemment mais je comprends que Roger, sur la base du thème central qui était évoqué dans cet entretien, n'a fait aucun commentaire. Ceci dit je pense qu'il faut bien intégrer ces questions de l'écologie dans le cadre des grands enjeux de classe au risque de se fourvoyer dans des combats qui ne remettent pas en cause la domination du capital.

Je pense, au contraire du point de vue de certains camarades, que nous avons besoin de l'expression et de l'organisation de toutes les forces politiques qui doivent nécessairement, les unes et les autres, s'interroger sur leur histoire, leurs forces et leurs faiblesses. Mais ces forces politiques sont l'expression en profondeur d'une réalité sociologique et politique que l'on ne peut gommer. La société française a une composante réformiste incontournable qu'il convient de prendre en compte.

Le PCF a sa spécificité et son histoire, la FI a les siennes et c'est ensemble que nous devons réfléchir aux perspectives d'avenir sans vouloir effacer nos spécificités qui sont une richesse et à mon avis pas un handicap pour se rassembler.

Faisons attention, nous avons l'expérience de ce qui s'est passé en Italie où la force radicale a été littéralement effacée avec les perspectives de changement, ce que je ne souhaite pas pour mon pays. Alors, camarades, vive le PCF et son centenaire, et toutes les forces politiques rassemblées pour que vive le changement et la fin du capitalisme.

(*) Interview de Roger Martelli par Pierre Jacquemain lors de la « Midinale » de la revue « Regards » (21 décembre 2020) sur le thème « 100 ans de PCF. Vers un nouveau Congrès de Tours ou une refondation de la gauche ? »

Jean-Pierre DEBOURDEAU

Militant politique, Ensemble !

Fin 1937, après que le gouvernement de Front Populaire, soutenu par le PC, ait dissous l'Etoile Nord-Africaine qui regroupait les partisans de l'indépendance algérienne, et tandis que Maurice Thorez appelle à dépasser le Front Populaire dans « un front des Français », le sous-titre de l'Humanité, « journal du PC (Section française de l'Internationale Communiste) » voit s'ajouter un F à PC.

Toute autre était son orientation à sa fondation car il exaltait l'internationalisme. La banderole qui domine la tribune : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » répondait à « l'Union Sacrée » des quatre ans de cette guerre mondiale où les prolétaires se sont entre-égorgés et dans laquelle les dirigeants de l'Internationale Ouvrière avaient sombré. D'où la nécessité de réaffirmer son antidote, l'internationalisme prolétarien et de reconstruire une organisation qui le pratique et le diffuse.

L'adhésion à l'Internationale communiste est le sujet d'un congrès qui va voir les deux tiers du PS la rejoindre, sous la poussée de la jeunesse, malgré des conditions d'adhésion

draconiennes. Un cas en Europe ! Faits marquants : l'arrivée clandestine de la révolutionnaire

allemande Clara Zetkin venue saluer le congrès et accueillie par l'Internationale, la présence du futur Ho-Chi-Minh ou encore l'hommage aux Mutins de la Mer Noire, solidaires de la révolution russe, emprisonnés ...

Cette adhésion traduisait une volonté de rupture profonde avec les diverses variétés d'adaptation au capitalisme et aux institutions étatiques à son service, souvent maquillées de termes ronflants et de postures radicales (et le parti du même nom n'était souvent pas loin, comme la commune franc-maçonnerie).

Aspirations plus que réalité tout à fait effective lors de ce (re)démarrage. Ambiguités, opportunitismes, arrière-pensées : rançon, chez certains, de ce large ralliement au communisme de la majorité du Parti Socialiste, phénomène exceptionnel en Europe. Malgré les 21 conditions, avancées par l'Internationale Communiste pour justement clarifier, traduites un peu bizarrement. Des syndicalistes de la petite phalange qui n'avait pas trahi sa classe pendant la guerre restant encore sur la touche.



Le congrès de Tours. Bibliothèque nationale (Document Gallica)





Lettre à mes amis déconfinés et reconfinés

Bonjour,

Nous voilà reconfinés pour plusieurs semaines. Reconfinement sans doute nécessaire pour contrôler l'épidémie. Pour beaucoup de Français, le reconfinement est une forme brutale de l'hiver. Hiver familial, hiver social, hiver culturel, hiver associatif. Je pense aux personnes seules, âgées, handicapées, je pense aux familles dans de petits appartements. Le reconfinement est une lourde épreuve pour toutes ces personnes, alors que toute vie sociale, culturelle, associative est étouffée et que la vie familiale est réglementée. Que reste-t-il à ces personnes ?

À quoi se raccrocher ?

À la TV ? Les mauvaises nouvelles déversées en boucle ne font que nourrir la peur. Aux rêves ? Peut-on encore rêver sous un ciel aussi sombre ? Il ne reste que la solidarité de la vie quotidienne. Celle des plus modestes pour les plus modestes. Car la peur peut tout transformer à l'exception du cœur. Le cœur de l'Homme est comme la terre, on peut semer, planter, bâtir et même détruire, le cœur n'en continue pas moins à produire de l'amitié et de l'amour.

Le 16 octobre, la barbarie a ajouté l'horreur à la rudesse de l'hiver du confinement, avec l'assassinat d'un professeur qui enseignait la liberté

d'expression. C'est peu dire que nous vivons des temps horribles. Alors, la tentation de céder à la peur, à l'angoisse est forte, et légitime. Céder à la peur, serait leur victoire, la victoire de la barbarie sur nos valeurs.

Reconfinement :

Ce mot a envahi brutalement notre vie quotidienne. Il est partout. Dans les rues, sur les portes de nos boutiques, de nos restos, de nos bistrots, sur la vie associative et même sur la vie familiale. Il a jeté sur les livres, sur la culture, un voile d'interdits. Et pourtant, en ces heures difficiles nous aurions bien besoin de la culture qui s'adresse à l'Homme, à l'Homme tout entier. Il est sur nos libertés, d'aller et de venir, de manifester, d'informer.

Tout est confiné, même la démocratie.

Et le pays éclairé par Voltaire, où a grondé Danton, où a tonné Hugo, où a accusé Zola, où a crié Jaurès, se tait et baisse la tête. Sans doute en un pareil moment serait-il folie de vouloir protester, critiquer, crier. Et pourtant il le faut même si les vents sont contraires.

Les oiseaux ne volent bien que contre le vent.

On nous invite régulièrement à être responsable. Mais être responsable, c'est refuser de baisser la tête. C'est refuser de capituler devant la peur, devant la fatalité. C'est donc d'une certaine façon refuser la soumission à la peur qu'elle qu'en soit la cause. Être responsable c'est donc résister. Pour résister Eluard écrivait le mot liberté partout.

Pas évident d'écrire liberté en ce

moment, alors écrivons : **Résistance**. Pour conclure cette lettre, amis déconfinés et reconfinés, une question me paraît s'imposer :

Confinement, déconfinement, reconfinement, couvre-feu :

Quel sera l'état de notre société après toutes ces semaines d'interdits ? Interdits familiaux, sociaux, culturels, associatifs. **Sera-t-il possible de recoudre tous les liens brisés pendant des semaines ?** Certes, l'annonce d'un vaccin est une lueur d'espoir. Pour autant, nous savons bien que le jour d'après ne se réduira pas à la mise à disposition d'un vaccin. Les blessures sociales, avec l'explosion de la pauvreté, l'aggravation du chômage, des fractures sociales sont trop vives pour être ignorées. Leur guérison complète prendra du temps, exigea des efforts de solidarité. Au fond, au-delà du traitement nécessaire et prioritaire de l'épidémie, c'est un vrai choix de société qu'il importera de faire. Allons nous poursuivre sur la voie d'une société de plus en plus déshumanisée qui réduit les relations humaines, éloigne les citoyens des décisions, ou bien faire le choix d'une société plus humaine, celle de la proximité, des partages, de la solidarité. Alors que trop de centres de décision s'éloignent de plus en plus des citoyens, nous avons besoin de proximité, de repères proches de nous. Il ne s'agit pas de rêver, ni d'être naïfs, mais de bien prendre en compte tous les enjeux du moment pour bien éclairer les choix de l'avenir.

Jacques VUILLEMIN



Jean-Benoît Meybeck/Reporterre

Errata

Georges Ubbiali

Joël Mamet, puis Françoise Piaget, m'ont fait remarquer deux erreurs dans le compte rendu du livre sur Charles Piaget.

- Joël Mamet n'a pas omis d'interviewer Fatima Demougeot pour le livre. Cette dernière a refusé de rencontrer l'auteur.
- Charles Piaget n'a pas été emprisonné lors de l'affaire des comités de soldats. Il a seulement été arrêté et mis en garde à vue.

